

RDN

Présidentielle 2017

Enjeux de défense (1^{re} partie)
Primaire de la Droite et du Centre

Nicolas Sarkozy
Alain Juppé
François Fillon
Bruno Le Maire
Nathalie Kosciusko-Morizet



Les Cahiers de la
Revue Défense Nationale

Extrait du n° 794
Novembre 2016
10 €



Sommaire

3 Défense et sécurité nationale

NICOLAS SARKOZY

La défense sera un enjeu majeur du prochain quinquennat avec un effort supplémentaire à conduire pour rattraper les retards accumulés. La France doit exercer un *leadership* fort et ses armées auront les moyens de remplir les missions en se concentrant sur le « haut du spectre ».

8 Quel projet pour notre défense

ALAIN JUPPÉ

Les forces françaises démontrent leur excellence en opération, au prix de multiples sacrifices imposés par des réformes trop souvent aggravées par des réductions budgétaires draconiennes. Un changement d'orientation s'impose pour redonner à notre défense les moyens indispensables pour garantir la sécurité de notre pays.

14 La défense de la France : une priorité de l'État

FRANÇOIS FILLON

Une remise à plat de notre défense s'impose pour permettre à la France de rompre avec le déclin inexorable de ses armées, malgré la qualité de ses engagements. De nouveaux efforts sont désormais nécessaires pour répondre aux menaces. La souveraineté du pays est en jeu et son indépendance doit être préservée.

19 Question de défense

BRUNO LE MAIRE

La défense de la France mérite un effort majeur et durable pour redresser la situation et donner à nos armées les ressources nécessaires pour faire face aux menaces. Il doit y avoir une vraie ambition et de vrais choix passant par un engagement politique décisif.

24 Ne plus faire la guerre avec les moyens de la paix

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

Une vraie rupture s'impose en termes de politique de défense en redonnant à nos armées les capacités à remplir leurs missions avec un véritable effort budgétaire dès 2018 et en relançant au niveau européen d'importants programmes de coopération avec de solides ambitions notamment sur le renseignement et la recherche.

Défense et sécurité nationale

Nicolas Sarkozy

Ancien chef de l'État. Candidat à la primaire présidentielle de la Droite et du Centre de 2016.

À l'aune de votre expérience, quelles sont aujourd'hui les menaces stratégiques qui pèsent sur la sécurité de notre pays ? Quelles incidences du nouveau contexte stratégique avec l'émergence de la Chine, la sanctuarisation agressive de la Russie et la déstabilisation du Moyen-Orient avec le terrorisme islamiste et la rivalité chiites sunnites ?

La priorité, c'est la lutte contre le terrorisme djihadiste. Tous les moyens de l'État doivent être mobilisés pour le combattre, en adaptant l'état de droit. On ne peut continuer à dire que nous sommes en guerre et ne pas en tirer les conséquences pratiques pour protéger les Français. Je ne suis d'ailleurs pas certain que le déploiement de l'armée dans les rues soit une solution satisfaisante dans la durée. Il faut concentrer l'armée sur ce qu'on appelle le « haut du spectre ». Nous ne pouvons pas demander à nos soldats de jouer le rôle qui échoit dans nos rues à la police et à la gendarmerie tout en attendant qu'elle se déploie efficacement dans le monde, là où la paix et la sécurité internationales sont en jeu, là où nos intérêts de sécurité fondamentaux sont menacés.

Vous parlez des menaces stratégiques pour notre pays ; je suis frappé par ce que je ne peux appeler autrement que la « brutalisation » du monde. Les crises s'accumulent, aucune n'est résolue, ni au Sahel, ni au Maghreb, où la Libye a été abandonnée depuis cinq ans par l'ensemble de la communauté internationale, à commencer par la France de M. Hollande, ni au Proche-Orient, ni en Europe avec la crise ukrainienne. L'Europe est encerclée par un collier de crises qui s'aggravent et se nourrissent parfois l'une de l'autre.

La sécurité de la France est indissociable de la sécurité de l'Europe et la première initiative que nous devons faire lors de l'alternance, c'est de remettre en marche, avec les autres puissances européennes, l'Allemagne et le Royaume-Uni au premier chef, un discours, des principes et des actions communes pour rétablir la confiance dans la sécurité du continent européen.

Je ne suis pas aveugle sur le comportement de la Russie aujourd'hui. Mais comment en est-on arrivé là ? Comment a-t-on laissé la Russie, qui est une grande puissance et qui devrait être un partenaire naturel pour l'Europe, s'enfermer dans cette posture et s'y complaire ? Il faudra réengager un dialogue de sécurité avec la Russie, dans l'intérêt de la sécurité européenne, avec la ferme volonté de sortir de l'impasse où nous sommes tombés.

Un mot enfin sur la situation du Proche et du Moyen-Orient. L'État islamique n'existait pas quand j'ai quitté le pouvoir en 2012 ; la Libye sortait d'une guerre civile cruelle et se remettait à fonctionner, grâce à l'action que nous avons conduite sous l'égide des Nations unies, avec un Parlement démocratiquement élu sans participation des islamistes. Le bilan des cinq dernières années est effroyable ; *Daech* a pris racine dans trois pays – Syrie, Irak et Libye. *Al-Qaïda* conserve des cellules et une capacité d'action partout, le processus de paix israélo-palestinien est nulle part, le Liban a été abandonné de tous. Et l'immigration en provenance de l'Afrique subsaharienne explose, avec le drame épouvantable des naufrages d'embarcation en Méditerranée et le désespoir des populations européennes qui voient la misère affluer dans l'impuissance politique généralisée. Et face à tout cela, face à la marche tragique du monde, que voit-on ? Des Européens qui se regardent en chien de faïence à chaque Conseil européen, et des Américains qui n'ont eu qu'une seule obsession – éviter tout engagement et toute responsabilité dans les crises, comme si le retrait de celui qui apportait auparavant une garantie de sécurité allait se traduire par plus de sécurité. Il faut en finir et remettre la France et l'Europe dans une position de *leadership* international. Nous en avons les moyens, il faut des dirigeants qui en aient la volonté.

Dans un contexte de montée des tensions notamment en Asie avec les ambitions affichées de la Chine, la nucléarisation de la Corée du Nord, mais aussi avec la modernisation de l'arsenal nucléaire russe, quelle place pour la dissuasion nucléaire et doit-on conserver et moderniser les deux composantes actuelles ?

La dissuasion nucléaire occupe et continuera d'occuper une place centrale dans la stratégie de la France. Elle est au fondement de notre indépendance nationale, héritée du général de Gaulle. Elle est consubstantielle à notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Au cours de mon mandat, j'ai pris toutes les décisions qui s'imposaient pour que nos capacités nucléaires demeurent adaptées et opérationnelles face à toute menace contre nos intérêts vitaux.

Je n'ai pas changé de position sur la dissuasion nucléaire. Les deux composantes de la dissuasion nucléaires seront maintenues et modernisées.

Je n'ai pas changé de position non plus sur la menace que fait poser sur la sécurité internationale la prolifération nucléaire, surtout dans le contexte terroriste que nous connaissons ; je sais que l'accord nucléaire iranien a permis de faire baisser les tensions et tant mieux, mais je ne crois pas que cet accord ait pleinement rempli l'objectif qui était que l'Iran renonce aux technologies développées en violation du traité de non-prolifération et il convient, par conséquent, de rester extrêmement vigilant.

L'utilisation d'armes chimique dans la guerre civile en Syrie impose à la France de rester extrêmement lucide sur la menace des armes de destruction massive au XXI^e siècle, et sur le fait nucléaire en particulier. Surtout au moment où nous traversons tant de tensions et où les équilibres de puissance sont modifiés dans le monde.

J'avais émis de vives critiques à l'encontre de l'Administration Obama qui souhaitait s'engager en faveur d'un désarmement nucléaire complet, et y entraîner la France ; je l'ai refusé au nom des intérêts français. En regardant le monde aujourd'hui, demandons-nous qui avait la position la plus lucide ? Je ne crois d'ailleurs pas que les Américains y aient jamais cru eux-mêmes.

En 2009, la France réintérait la structure militaire de l'Otan. Comment accroître notre influence au sein de l'Alliance, notamment avec la répartition des responsabilités où nos postes sont plus honorifiques qu'opérationnels ? Comment rénover la défense de l'Union européenne à l'heure du Brexit ? Comment travailler avec Washington, Londres et Berlin sur les questions de défense, alors que certains, à Londres par exemple, rêvent d'un axe États-Unis/Grande-Bretagne pour la défense transatlantique et d'une responsabilité de la défense de l'Europe confiée à Paris et Berlin ?

La France a été bien servie par ma décision de rejoindre le commandement militaire intégré de l'Otan.

Avec le gouvernement, et l'accord du Parlement, nous n'avons fait que mettre fin à vingt ans d'hypocrisie pendant lesquelles la France participait de fait à toutes les enceintes et payait une contribution importante à tous les budgets, sans disposer de l'influence nécessaire dans la structure pour prendre les bonnes décisions.

La France est une puissance militaire respectée par ses Alliés ; nos capacités sont uniques et le courage de nos soldats exemplaire. Nous sommes toujours les seuls en Europe à pouvoir offrir, en cas de crise, un groupe aéronaval complet. J'espère que nous serons bientôt rejoints par les Britanniques. Nous restons capables d'agir sur tout le spectre de l'action militaire, ce qui n'est plus le cas depuis longtemps hélas pour les autres Européens. Nous avons donc une responsabilité particulière dans la sécurité de l'Europe et je suis heureux que la décision de réintégrer le commandement de l'Otan ait contribué à mieux peser dans les décisions alliées sans que la France n'ait à renoncer en quoi que ce soit à son indépendance et à sa liberté d'action. Que je sache, la France n'a pas été gênée pour agir seule au Mali par mes décisions. Au contraire, grâce au renforcement de notre relation de défense avec les États-Unis, elle a su trouver les appuis nécessaires pour épauler son action dans le renseignement et la lutte contre le terrorisme au Sahel.

La défense européenne, enfin, c'est avant tout une réalité franco-britannique. Évitions de se relancer dans les chimères d'une armée européenne. Concentrons-nous plutôt sur les capacités militaires réelles, les investissements de défense, la haute technologie, la qualité et la formation des soldats, voilà les vrais enjeux. Le *Brexit* impose naturellement d'évaluer si le Royaume-Uni souhaite rester engagé dans cette coopération ; je crois qu'il est dans l'intérêt des deux pays de poursuivre cette coopération qui nous engage à long terme. Je ne crois pas qu'au plan stratégique le Royaume-Uni ait intérêt à s'isoler de son principal partenaire de défense.

Les dernières années ont montré que l'effort de défense était insuffisant pour faire face aux défis actuels et qu'il était urgent de remonter le budget de la défense pour atteindre le seuil minimum de 2 % du PIB. Quelles seraient alors les priorités en termes d'équipements, d'effectifs et selon quel calendrier pour que nos armées puissent répondre aux contrats opérationnels fixés par le politique, sachant que ces contrats ont été revus sans cesse à la baisse, contrairement aux analyses de la menace qui avaient été proposées dans les deux derniers Livres blancs ?

La France est en état d'urgence à l'intérieur et en guerre à l'extérieur. Baisser la garde n'aurait aucun sens. La défense sera une priorité budgétaire. Je demanderai un bilan de la gestion socialiste sur la défense car entre la surchauffe opérationnelle, les factures impayées, les promesses d'augmentation non tenues, nos armées sont en situation d'embolie gravissime. L'objectif, c'est d'abord que la France dispose d'un outil de défense performant qui nous place toujours au meilleur niveau technologique et humain pour garantir nos intérêts de sécurité partout dans le monde, notre liberté d'action et notre crédibilité devant nos alliés et nos adversaires.

Nous prévoyons de porter le budget de la défense nationale à 1,85 % du PIB, contre 1,5 % aujourd'hui, soit 35 milliards d'euros en 2018 et 41 milliards en 2022. Cela représente près de 32 milliards d'euros cumulés supplémentaires sur l'ensemble du prochain quinquennat. Notre objectif est d'atteindre les 2 % du PIB en 2022. C'est la première fois, depuis la fin de la guerre froide, que la France prendrait un tel engagement.

Nous nous prononcerons une fois l'alternance passée sur les priorités en termes d'équipement. Je ne suis pas otage des raisonnements d'expert, mais j'ai suffisamment d'expérience des décisions en Conseil de défense pour être sans illusion sur la difficulté des arbitrages à faire entre les capacités de défense, même avec des ressources en augmentation.

Je me permets cependant de partager deux certitudes.

Nous moderniserons notre arsenal nucléaire. Les Socialistes quitteront le pouvoir en laissant une lourde facture impayée. Rien n'a été anticipé par l'actuelle majorité alors que l'on sait que le coût de notre dissuasion va doubler d'ici 2030.

Je pense au nouveau programme de SNLE, au futur missile *ASMP-A* et à la simulation. Mais je ne veux pas que ces dépenses obèrent notre capacité à moderniser notre armée tout entière.

Enfin, la cyberdéfense. Dès 2008, j'avais identifié ce domaine comme une priorité nationale. L'espace numérique est aujourd'hui utilisé par les groupes terroristes pour recruter, préparer des attentats, répandre leur propagande haineuse. C'est la raison pour laquelle il faudra poursuivre l'armement de la France dans la cyberdéfense. Face à des ennemis qui veulent rester invisibles, nous devons garantir notre supériorité et notre capacité à les démasquer et à les détruire.

Quelle place pour les armées au sein de la nation alors que la question sur l'identité nationale et les valeurs anime le débat politique et intellectuel ? Quelle place pour les armées au sein de nos institutions, notamment avec l'engagement de forces sur le territoire national ? Quelle reconnaissance envers le personnel qui a subi l'essentiel des déflations de la fonction publique depuis une quinzaine d'années et vis-à-vis d'un ministère qui a su se réformer en profondeur tout en assurant la mission ?

Le ministère de la Défense s'est beaucoup réformé. J'en veux pour preuve la construction de Balard, que j'avais décidée et qui symbolise bien la modernité de ce ministère. Il n'est plus question de déflation aujourd'hui et je m'en réjouis, les effectifs étant revenus peu ou prou au niveau où je les avais laissés en 2012.

Je précise que les forces de sécurité au sens large seront exonérées de toutes les réductions d'effectifs que nous avons prévues pour toutes les autres administrations sans exception sur le prochain quinquennat. Mais je ne crois pas qu'à l'avenir, la clé soit dans une augmentation substantielle du format des armées. Elle est davantage à chercher dans la motivation des hommes et de ce point de vue, il faudra sans doute réfléchir aux conditions de rémunérations. Il n'est pas normal qu'un soldat français soit moins bien payé qu'un soldat britannique ! Il faudra aussi un effort sur les conditions de logement, qui sont indignes de la première armée d'Europe.

La défense, ce sont avant tout des valeurs, des valeurs qui sont aujourd'hui indispensables à notre cohésion nationale. Je veux les faire mieux connaître et utiliser les formules éprouvées des armées pour mieux intégrer nos jeunes. C'est tout le sens de mon projet d'un service militaire obligatoire en direction des décrocheurs, qui sera financé par l'Éducation nationale, sur le modèle du SMA Outre-Mer.

Enfin je n'oublie pas les blessés, qu'il faut mieux accompagner, et les anciens combattants, à qui il faut rester fidèles. Président de la République, j'ai fait à Rivesaltes en 2012 un discours sur les harkis qui, pour moi, représente au mieux ce à quoi je crois, cette solidarité sacrée que la France doit avoir envers tous ceux qui ont un jour, et quel que soit le combat, versé leur sang pour elle.

Quel projet pour notre défense

Alain Juppé

Maire de Bordeaux. Ancien Premier ministre.
Candidat à la primaire présidentielle de la Droite et
du Centre de 2016.

Les attentats à répétition qui ont ensanglanté notre pays depuis janvier 2015 ont brutalement mis en lumière la réalité d'un monde dérégulé et dangereux dont il serait illusoire d'espérer nous tenir à l'écart. La sécurité est donc légitimement devenue la préoccupation première des Français, et s'il est une mission régaliennne qui ne saurait tolérer la moindre faiblesse ou négligence, c'est bien la protection de notre territoire et de nos concitoyens.

Alors que tant d'autres pays européens avaient cru pouvoir désarmer sans risque, la France a la chance de pouvoir compter sur un outil de défense patiemment constitué depuis un demi-siècle, d'abord grâce au général de Gaulle, qui a doté notre pays d'une dissuasion nucléaire indépendante, puis grâce à Jacques Chirac, qui a pris la décision de passer à l'armée professionnelle dont, depuis lors, nos engagements militaires successifs ont confirmé la nécessité.

Au cours des vingt dernières années, nos forces armées ont ainsi connu l'une des plus importantes mutations de leur histoire, mais au prix d'un effort de réduction et de réorganisation souvent brutal, aggravé par les contraintes budgétaires. La valeur reconnue de nos soldats, marins et aviateurs, dont le comportement et les sacrifices au combat suscitent l'admiration partout dans le monde, l'excellence que notre industrie de défense a su maintenir dans des domaines essentiels sont des atouts que la France, après le *Brexit*, sera seule à posséder dans l'Union européenne : les préserver devrait être la priorité constante de nos gouvernants.

Un outil de défense exceptionnel à la pérennité menacée

Or, la pérennité de cet outil de premier ordre n'est pas garantie. Le *Livre blanc* de 2013 avait imposé à nos armées une réduction uniforme de format et une révision à la baisse de leurs contrats opérationnels peu compatible avec la réalité de nos engagements. À la suite des attentats de 2015, une correction de trajectoire opportune a eu lieu, portant principalement sur le format de l'Armée de terre. Mais elle ne produira tous ses résultats qu'à la fin de 2017, sans compenser pour autant tous les effets de la sollicitation dont nos forces font l'objet.

La multiplication d'opérations extérieures de longue durée et le déploiement du dispositif *Sentinelle* font peser, sur les hommes et les femmes qu'ils mobilisent de

façon intensive, une contrainte à la limite du soutenable. En réponse aux attentats, le déploiement massif de l'armée sur le territoire national était justifié par l'urgence de rassurer nos concitoyens et de dissuader de nouvelles attaques. Si j'ai salué sans réserve le dévouement et le professionnalisme dont ont alors fait preuve nos militaires, j'ai été l'un des premiers à souligner que la prolongation de cette opération allait poser problème, comme c'est effectivement le cas.

De fait, la popularité que celle-ci a valu aux forces armées ne saurait indéfiniment compenser les contraintes très lourdes qu'elle impose aux personnels et à leurs familles et qui, dans le cas de missions fort éloignées de la motivation initiale, risquent de peser sur l'attractivité du métier des armes. En outre, l'entraînement de nos forces en a largement pâti, au risque de compromettre leur capacité à répondre aux exigences du combat de haute intensité. Et malgré un premier effort de réflexion, le concept d'emploi des armées sur le territoire national, correspondant à leur vocation et à leurs modes d'action spécifiques, reste encore largement à construire par rapport à celui des forces de sécurité intérieure.

La situation de nos forces armées est également préoccupante et parfois critique en ce qui concerne l'équipement. Les acrobaties auxquelles ont donné lieu les lois de programmation successives ont abouti à créer de graves lacunes dans nos capacités. Nombre d'équipements indispensables (avions de transport tactique, véhicules blindés terrestres, patrouilleurs, etc.) ont outrepassé leur durée de vie théorique et sont prolongés tant bien que mal en attendant que leurs successeurs arrivent en nombre suffisant. Ainsi, aucun de nos engagements récents n'aurait pu se faire sans l'appui de nos alliés, notamment américains, ou sans l'acquisition à l'étranger de matériels indispensables (drones *Reaper*). Enfin, l'utilisation intensive de nos moyens en opérations entraîne l'épuisement de stocks de munitions déjà sous-dimensionnés et l'usure accélérée de nos matériels, sans que les budgets permettent de reconstituer le potentiel au même rythme. La France, il faut en être conscient, n'est pas à l'abri d'une situation de rupture humaine et capacitaire comparable à celle qu'ont connue nos amis britanniques au sortir de leurs engagements en Irak et en Afghanistan, et dont ils n'ont pas fini de se remettre.

L'actualisation de la loi de programmation militaire en 2015 puis en 2016 a certes prévu une remontée des crédits budgétaires – surtout au-delà de 2017 – mais celle-ci sera en majorité consommée par les dépenses de personnel, laissant subsister de nombreuses hypothèques sur l'avenir. Sans parler des besoins futurs déjà connus, notamment le renouvellement des composantes de la dissuasion nucléaire dont il faudra poser les premiers jalons dès la prochaine loi de programmation, comment accepter que des fonctions aussi critiques que le maintien en condition opérationnelle ou l'approvisionnement en pièces de rechange ne soient pas convenablement assurées faute de financement suffisant ?

Un contexte international durablement menaçant

L'espoir d'un monde pacifié qu'avait un moment suscité la fin de la guerre froide n'a pas résisté à l'épreuve de la réalité. Les foyers de tension et de crise se sont multipliés du Sahel au Moyen-Orient comme en Asie, le terrorisme d'inspiration djihadiste a changé d'échelle, les événements de Géorgie et d'Ukraine ont rappelé que le retour de la guerre en Europe n'était pas un pur fantasme.

Au lieu de s'estomper, les rapports de force entre les grandes puissances se sont de nouveau durcis, paralysant ainsi largement le Conseil de sécurité. Tandis que la Russie et la Chine marquent leur volonté de contrer les États-Unis, ces derniers ont renoncé, sous la présidence Obama, aux démonstrations de force de l'ère précédente. Des pays de moindre rang deviennent des acteurs autonomes et mettent en œuvre des stratégies de puissance centrées sur la poursuite de leurs intérêts propres, comme en témoigne l'interminable tragédie syrienne. Partout dans le monde, l'heure est à la course aux armements et les risques de confrontation se multiplient, notamment dans les espaces communs – maritimes en particulier, mais aussi aériens et extra-atmosphériques, sans oublier le cyberspace, exposé aussi bien à l'action déstabilisatrice de certains États qu'aux groupes criminels ou terroristes, habiles à tirer parti des vulnérabilités de nos sociétés ouvertes.

Face à de tels défis, la France doit en premier lieu rappeler, avec toute la légitimité que lui confère l'indépendance de sa politique étrangère, que le monde a besoin de règles communes et ne peut s'abandonner à la loi du plus fort. Mais elle ne sera écoutée que si elle est à l'abri de toute tentative de chantage ou de pression militaire. C'est pourquoi le maintien du niveau de suffisance et de la crédibilité de sa dissuasion nucléaire, garantie suprême de la sécurité de la Nation, demeure un impératif indispensable.

Au-delà du nucléaire qui nous protège contre toute agression étatique visant nos intérêts vitaux, la crédibilité globale de notre outil de défense est primordiale pour nous garantir d'être en mesure de dissuader ou de contrer les autres menaces et d'assumer nos responsabilités dans notre environnement stratégique. Or, les menaces contre lesquelles nous devons nous défendre revêtent de multiples visages : aussi notre pays doit-il continuer de développer un modèle d'armée complet, incorporant les technologies les plus avancées, nécessaires pour faire pièce aux armements perfectionnés de certains États – notamment les capacités anti-accès – que dans le cadre de conflits asymétriques.

Combattre le terrorisme à la racine

Perçu aujourd'hui comme la menace principale par les Français, le terrorisme djihadiste doit être combattu sans relâche sur notre sol. Ce combat doit être mené dans le cadre de notre droit républicain et passe par la mobilisation de tous les acteurs concernés – services de renseignement, forces de sécurité intérieure avec

l'appui des forces armées, justice, éducation, etc. Mais la sécurité des Français et des Européens impose de neutraliser ce mal là où il naît.

Le cas du Mali où l'action de la France a été décisive pour empêcher la conquête du pouvoir par les islamistes radicaux est à cet égard exemplaire. Il montre en effet que la rapidité de la prise de décision et l'intensité de l'intervention initiale comptent au moins autant que l'ampleur des moyens militaires engagés. Mais il enseigne aussi que la stabilisation durable des foyers de crise exige la mise en œuvre d'une approche globale, autant civile que militaire, impliquant la mobilisation de tous les volets disponibles, notamment l'aide au développement. Il atteste, en outre, que le succès passe par l'engagement résolu des États locaux, dont les populations sont les premières victimes du terrorisme.

La lutte collective qui conduira à défaire *Al-Qaïda* et *Daesh* ne peut pas être seulement militaire. Elle doit prendre en considération tous les facteurs – politiques, culturels, économiques ou démographiques – qui du Sahel au Levant fragilisent de nombreux États après en avoir plongé d'autres dans le chaos, provoquant des centaines de milliers de victimes et des vagues de migration massives.

Renforcer la dimension collective de notre sécurité

Si la France a des responsabilités particulières, elle ne saurait dissocier sa propre sécurité de celle de ses partenaires et alliés, européens et nord-américains. Sur ce point, j'ai toujours pensé qu'opposer l'attachement à l'Alliance atlantique et l'ambition d'une Europe de la défense était une erreur. L'un ne va pas sans l'autre à l'heure où la politique de la Russie en Ukraine suscite chez plusieurs de nos voisins une inquiétude compréhensible, amenant l'Otan, France comprise, à adopter des mesures de réassurance raisonnables. Au surplus, il y a lieu de constater que, loin de s'y opposer comme naguère, les États-Unis pressent aujourd'hui les Européens d'assumer davantage la responsabilité de leur défense.

Le fait que les membres de l'Otan se soient engagés sur l'objectif de consacrer 2 % de leur PIB à la défense d'ici une décennie constitue, en l'espèce, un réel progrès. En outre, tandis que la Grande-Bretagne et l'Allemagne augmentent déjà significativement leurs dépenses militaires, l'annonce du *Brexit* semble accélérer une prise de conscience salutaire dans le reste de l'Union européenne. Une dynamique européenne paraît enfin possible à condition de lui fixer des objectifs réalistes, sans prétendre se substituer à l'Otan face aux menaces les plus graves. Sur le modèle du Traité de Lancaster House entre la France et le Royaume-Uni, il faut promouvoir les coopérations bilatérales avec l'Allemagne et d'autres nations volontaires, afin de développer les synergies industrielles, les coopérations en matière d'équipements, la mutualisation de capacités critiques pour les engagements, l'entraînement conjoint des forces, etc. Un tel effort ne peut au demeurant que renforcer l'Alliance atlantique.

Quatre impératifs pour l'avenir

L'objectif d'un outil de défense consolidé et adapté à un environnement toujours mouvant peut être réalisé à la condition de faire preuve de constance dans la mise en œuvre simultanée de quatre orientations majeures.

Il est nécessaire, d'abord, de rétablir la cohérence de notre outil de défense, militaire, nucléaire et industriel, aujourd'hui mise à mal par des lacunes et des impasses parfois criantes. Précédée d'une revue stratégique, une nouvelle loi de programmation sera nécessaire pour restaurer la concordance indispensable entre les capacités, les contrats opérationnels et la trajectoire budgétaire : les effectifs, bien sûr, mais aussi l'entraînement et les infrastructures ; les équipements majeurs et le fonctionnement courant ; les urgences opérationnelles, les consommables et le maintien en condition opérationnelle. Sans oublier, bien entendu, la recherche amont, le développement des technologies et la conduite des programmes d'armement, grâce auxquels nous pourrons maintenir au plus haut niveau les compétences et l'outil industriel de nos entreprises.

Il est urgent ensuite de redonner de la clarté à l'engagement de nos armées sur le territoire national. Celles-ci doivent se voir assigner des missions correspondant à la spécificité des concours qu'elles sont capables d'apporter aux forces de sécurité intérieure, comme c'est déjà le cas pour la Marine nationale et l'Armée de l'air. Parallèlement, grâce aux nombreux Français qui acceptent de donner de leur temps pour une cause nationale, le renforcement très significatif de la réserve, prévu lors du passage à l'armée professionnelle mais trop longtemps négligé, permettra de contribuer au maillage sécuritaire du territoire dont nous risquons d'avoir besoin pour longtemps encore.

Rien ne sera bien entendu possible sans des engagements budgétaires crédibles, qui mettent la défense à l'abri de servir de variable d'ajustement des finances de l'État. J'estime, pour ma part, qu'une augmentation régulière des crédits alloués à la défense, fondée sur l'objectif d'avoir accru son budget d'au moins 7 milliards d'euros à la fin du prochain quinquennat, est à la fois compatible avec le redressement des comptes publics et avec l'impératif, pour moi prioritaire, de cohérence de notre outil de défense. Cet effort devra privilégier les dépenses qui auront la plus grande valeur ajoutée en termes opérationnels, technologiques et industriels. En raison notamment du besoin de renouvellement des composantes de notre dissuasion nucléaire, il devra se prolonger au-delà, afin d'atteindre en une décennie l'objectif de 2 % du PIB.

Enfin, une attention particulière devra être portée à la condition militaire, car la défense de notre pays repose avant tout sur les hommes et les femmes qui ont choisi le métier des armes. Ainsi, devront être poursuivis les efforts entrepris au plan des rémunérations, des conditions de travail et des avantages sociaux : l'équité commande de prendre davantage en compte les sujétions et spécificités du statut

militaire afin d'éviter que ne se creuse un fossé avec la fonction publique civile. En outre, un effort de solidarité accru s'impose en faveur de ceux et celles qui ont été blessés au combat, tandis que l'accompagnement des familles endeuillées devra être renforcé : c'est le moins que la Nation puisse faire pour témoigner de sa reconnaissance à l'endroit des hommes et des femmes qui la défendent au risque de leur vie.

*

**

La mise en œuvre de ces orientations sur lesquelles je m'engage permettra à notre défense de jouer un rôle majeur dans la dynamique européenne qu'il importe d'encourager, car face à l'ampleur des défis du XXI^e siècle, il serait illusoire de croire que notre sécurité résisterait au délitement de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique.

L'effort que nous consacrerons à notre défense contribuera aussi à mieux sensibiliser les Français aux valeurs qui sont à la base de l'engagement militaire et dont le partage accru ne peut que renforcer la cohésion nationale – au premier chef, la solidarité et le don de soi. Si l'armée n'a plus vocation à être un point de passage obligé pour tous les jeunes Français, je suis convaincu qu'une politique ambitieuse pour la réserve, l'ouverture à un plus grand nombre de jeunes du service militaire volontaire ou du service militaire adapté en Outre-Mer et la mise à l'honneur des vétérans, participeront de ce resserrement du lien social dont notre pays a tant besoin.

La défense de la France : une priorité de l'État

François Fillon

Député de la Sarthe. Ancien Premier ministre.
Candidat à la primaire présidentielle de la Droite et
du Centre de 2016.

Après la chute du Rideau de fer et la réunification de l'Europe, nous pensions pouvoir vivre enfin dans un monde de paix et nous avons négligé la restructuration de nos armées. De même, aucune leçon n'a été tirée de la guerre des Balkans et de notre incapacité à protéger l'espace européen.

Depuis, le contexte sécuritaire dans le monde a continué à se dégrader, en particulier en 2015. La multiplication des foyers djihadistes est une menace pour toutes les démocraties notamment celles de l'Europe. Les attentats récents de Paris, Nice, Bruxelles, Magnanville et Saint-Étienne-du-Rouvray en sont la terrifiante manifestation.

Le risque terroriste n'est malheureusement pas la seule menace qui se profile actuellement. Plusieurs grandes puissances augmentent, de manière très significative, leurs dépenses en matière de défense et font des démonstrations de force qui doivent nous alerter.

Des exemples récents de menaces de déstabilisation de pays (le Mali, la Centrafrique) ont prouvé que la France doit être prête à intervenir rapidement puis si nécessaire à tenir le terrain, comme elle le fait notamment dans la bande sahélo-saharienne.

Cette situation sécuritaire dans le monde conduit la France à être présente dans de nombreux théâtres d'opérations. Nos forces sont ainsi confrontées à un phénomène de dispersion et d'éloignement des théâtres qui sollicite fortement les hommes, les capacités de logistique et de transport.

Au total, je constate que la France est plongée dans un monde qui a rarement été aussi dangereux et instable.

Globalement, les dépenses de défense en Europe ont baissé de 9 % depuis dix ans alors qu'elles progressent dans les autres parties du monde. La part des quatre premiers pays européens (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie) dans les dépenses mondiales de défense est passée de 15 % en 2000 à 11 % en 2014. La France disposait du cinquième budget de défense en 2014 et ce montant est tombé à la septième place en 2015 derrière le Royaume-Uni et l'Inde.

Depuis plusieurs années le ministère de la Défense n'a pas assez de crédits en fin d'année pour honorer ses factures, engendrant un report de charge qui atteint 3,2 Md€ à fin 2015.

Dans le domaine des infrastructures, les crédits disponibles sont inférieurs de près de 3 Md€ aux crédits nécessaires pour assurer les besoins en maintenance pour les cinq prochaines années. Les nombreuses commandes de matériels militaires qui ont été lancées vont conduire à ce que fin 2016 plus de 85 % des grands programmes sur les dix prochaines années auront été engagés. À l'horizon 2022, il faudra honorer un besoin nouveau de financement de 3 à 4 Md€ par an. Le montant des dépenses pour les équipements devrait passer à près de 10 Md€ par an alors qu'il n'est que de l'ordre de 6 Md€ actuellement.

Ce n'est qu'à l'issue d'un audit approfondi et exhaustif qu'une nouvelle loi de programmation militaire pourra être conçue prenant en compte notamment les nouveaux programmes d'armement, l'entretien des matériels et les dépenses de personnel. Je vise ainsi, pour les dépenses de défense, un objectif avec pensions de l'ordre de 1,9 % du PIB à horizon 2022. Cela conduira à un effort supplémentaire chaque année de près de 2 Md€.

La plupart des pays d'Europe n'ont pas entretenu leur outil de défense. Soit parce que le « parapluie » de l'Otan leur paraissait suffisant, soit parce qu'ils se croyaient réellement à l'abri de nouveaux conflits.

Lors de ses interventions récentes au Mali ou en Centrafrique, la France n'a pas reçu le soutien de ses partenaires européens qu'elle aurait été en droit d'obtenir. Nos militaires ont dû attendre le vote de résolutions onusiennes pour se voir renforcés puis remplacés par une force internationale, mais pas par une force européenne.

Nous pouvons contribuer à faire émerger une alliance de la défense européenne en proposant à nos différents partenaires de s'associer avec nous dans les opérations extérieures ou à défaut de faire preuve de solidarité européenne en contribuant à financer les opérations extérieures conduites suite à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les effectifs, civils et militaires, consacrés à notre défense ont baissé sur les dix dernières années de près de 20 %. Ils sont passés pour l'ensemble du ministère de la Défense de 339 638 en 2006 à 271 534 en 2016.

Une partie de cette baisse a été dictée par des impératifs de professionnalisation, l'arrivée de nouveaux matériels et la restructuration de sites dont certains étaient l'héritage de structures préparées pour faire face aux menaces de l'Union soviétique. Mais ces diminutions sont allées au-delà du raisonnable et mettent en péril notre outil de défense. Il faut revoir cette situation autour d'un projet abouti afin de tenir compte des menaces.

Au-delà de la baisse des effectifs, c'est l'usure et le manque d'entraînement qui guettent nos soldats. Ils doivent aujourd'hui contribuer à l'opération *Sentinelle*, effectuer leur entraînement et réaliser des missions loin de leur foyer. Beaucoup d'entre eux passent près de 200 jours en dehors de chez eux et n'arrivent plus à prendre leurs congés.

Les effectifs des armées doivent être maintenus afin de pouvoir conserver un volant suffisant de forces pouvant s'entraîner ou être en opérations extérieures. C'est la raison pour laquelle je maintiendrai notamment les effectifs de la Force opérationnelle terrestre à hauteur de 77 000 hommes, quel que soit l'avenir de l'opération intérieure.

Plus généralement, le niveau de préparation de nos forces ne cesse de baisser. Le niveau d'activité d'entraînement par soldat de l'Armée de terre est ainsi tombé à 64 jours en 2015 contre 84 en 2014. Le nombre d'heures de vol par pilote d'hélicoptère de l'Armée de terre a baissé de 14 % sur les quatre dernières années, celui des pilotes de l'Armée de l'air a baissé de 21 %. L'entraînement des pilotes de chasse de l'Armée de l'air a baissé de 9 % sur la même période et celui des pilotes de transport de 11 %.

L'envoi de nos forces dans les zones d'opérations nécessite d'avoir du personnel qui a pu bénéficier d'un niveau d'entraînement maximum afin de pouvoir assurer sa sécurité et la réussite des opérations.

Nos forces manquent également de moyens spécifiques dans certains secteurs comme des transports de troupes, des patrouilleurs maritimes, des drones ou encore des avions ravitailleurs, sans oublier des matériels de l'Armée de terre, moins présents dans le débat public mais indispensables pour mener à bien les missions. De plus, les installations dans les bases de défenses sont pour certaines à bout de souffle et indignes des conditions de vie au quotidien pour les jeunes, femmes et hommes, qui se consacrent à la défense de leur patrie.

Le lancement de nouveaux programmes a été retardé au début de l'actuelle mandature dans l'attente de la rédaction d'un *Livre blanc* et d'une nouvelle LPM. Des programmes importants sont aujourd'hui en cours et il faudra les mener à terme. Mais il faudra aussi lancer de nouveaux chantiers.

Le rôle du chef des armées ne doit pas s'arrêter à la gestion des programmes d'armement sur un quinquennat. La préparation d'un outil de défense s'inscrit sur un temps long et doit permettre de se préparer aux menaces du futur. Dans ce cadre, le lancement des études pour le remplacement du *Charles-de-Gaulle* doit être programmé.

Le renouvellement des programmes d'armement ne doit pas s'arrêter aux programmes de grande ampleur car c'est souvent les lacunes des programmes de

faibles montants qui peuvent être les plus pénalisants pour le fonctionnement quotidien de nos forces.

Par ailleurs, si les équipements militaires coûtent de plus en plus cher compte tenu de leur haute technologie, leur entretien est aussi très onéreux et nécessite un soutien technique fort. Cette exigence n'a pas été suffisamment prise en compte ces dernières années.

Au titre des programmes majeurs, je dois évoquer nos armements nucléaires.

La dissuasion est née de la volonté de la France d'assurer sa sécurité, de garantir sa liberté et d'afficher une ambition politique sur la scène internationale. La dissuasion nucléaire assure à la France un rang de grande puissance notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Et c'est une garantie ultime de sécurité. Il est indispensable de maintenir ce dispositif. Nous devons prendre les mesures nécessaires pour assurer le renouvellement de nos forces de dissuasion.

Mais il ne faut pas pour autant ignorer les nouvelles menaces.

Dans quelques années des virus seront capables d'immobiliser une armée ou un pays. Les pirates informatiques s'attaqueront de plus en plus à des sites stratégiques que ce soit pour des raisons idéologiques, pour des malversations financières ou pour déstabiliser notre pays. La France doit renforcer sa capacité de lutter contre ces menaces afin de protéger nos armées, nos administrations, nos entreprises, nos hôpitaux ou encore nos moyens de transport.

Les armées doivent disposer de leur propre capacité et commencer à développer ce qui deviendra dans les prochaines décennies une cyber-armée. Les écoles d'ingénieurs qui dépendent du ministère de la Défense devront mettre en place une formation spécifique dans le domaine de la cyberguerre afin de former les futurs spécialistes dans le domaine. Il faut approfondir les efforts entrepris pour créer une véritable armée dans l'espace numérique, dotée de capacités défensives et offensives.

La France doit aussi faire un effort dans le domaine maritime qui fait l'objet de pressions et de risques particuliers. Les zones de piraterie menacent la circulation des navires comme c'est le cas dans le canal du Mozambique ou dans le golfe de Guinée. Le développement de la pêche illégale et du trafic de drogue par voie maritime, les incursions de plus en plus fréquentes de navires étrangers, la recherche de matières premières de la part de certains États, nécessitent de maintenir une présence efficace sur nos mers.

Les emplois, dans le domaine de la défense, sont de l'ordre de 165 000, ce qui représente près de 4 % de l'emploi industriel en France. Cinq des dix premiers grands groupes européens de défense ont une société mère française ou des implantations significatives en France. Le domaine de l'armement c'est aussi le domaine

des PME avec environ 4 000 PME impliquées qu'il nous faut accompagner dans leurs relations avec la DGA, dans leur capacité à obtenir des financements pour la R&D et dans leurs contrats à l'export.

L'un des rôles de l'État est de s'assurer que les industriels français sont capables de répondre à la production d'armement pour nos armées. La France est l'un des derniers pays qui possède l'ensemble des capacités industrielles presque dans tous les domaines de la défense.

Les industriels français doivent être plus présents dans le domaine de la cyberdéfense et du renseignement numérique assis sur les données de masse. D'autres secteurs qui paraissent plus lointains ne doivent pas être négligés. Je pense en particulier à l'intelligence artificielle, au développement de drones ou à la création de robots en soutien, en appui ou en protection du combattant.

La France ne doit pas être tributaire de ses alliés pour la fourniture de ce type de matériels et il est impératif de rattraper notre retard.

La gestion des ressources humaines des armées doit tenir compte de son temps et des aspirations du personnel. La société a évolué, les jeunes générations veulent accorder davantage de temps à leur vie de famille et aspirent à pouvoir trouver un équilibre entre leur engagement professionnel et un projet personnel. Le monde militaire n'a pas encore pris la pleine mesure de cette évolution. De plus, les conditions d'engagements en Opex sont éprouvantes, les risques de syndromes *post-traumatiques* de plus en plus nombreux et il est indispensable de prendre en considération la qualité de vie du personnel. De même lors des mutations obligatoires dans le cadre de l'évolution des carrières, une attention particulière doit être portée sur les possibilités d'accompagnement du conjoint, la scolarisation des enfants, le logement de la famille. Parmi les grands enjeux du prochain quinquennat, il faudra accompagner la mise en œuvre des associations militaires et améliorer la prise en compte des 3^e et 4^e générations du feu.

Nos soldats logent dans des casernements dont la vétusté n'est pas acceptable. En matière de logement social de gros efforts sont faits. La rénovation urbaine ne doit pas s'arrêter à la porte de nos casernes. Aussi, je proposerai qu'une partie des financements dans ce domaine permette d'accompagner les rénovations des logements des militaires.

*

**

L'indépendance de la France, sa souveraineté, sa capacité à défendre ses intérêts vitaux et ses ressortissants, reposent sur ses forces armées. Le maintien d'une armée efficace et puissante est gage de crédibilité sur la scène internationale. Je veux remettre la défense de notre pays, au cœur des préoccupations et des priorités de l'État. Il y va de l'indépendance de notre pays et de la défense de nos valeurs.

Questions de défense

Bruno Le Maire

Député de l'Eure. Membre de la Commission des finances à l'Assemblée nationale. Candidat à la primaire présidentielle de la Droite et du Centre de 2016.

Pour la première fois depuis des décennies, nous sommes confrontés au retour de la violence et des menaces directes sur notre sécurité. Face à celles-ci, la France est vulnérable. Vulnérable, parce que nous avons repoussé pendant des années le renforcement nécessaire des moyens humains et matériels. Vulnérable, parce que les alliances censées nous protéger – politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et Otan – présentent des faiblesses politiques ou militaires. Vulnérable, parce que les armées ont progressivement disparu de l'horizon visible des Français, et avec elles, le sens de l'engagement, de la résilience et de la cohésion nationale.

Nous avons d'abord à proximité de notre environnement immédiat la dislocation des États, notamment au Moyen-Orient, qui est la conséquence directe des choix qui ont été faits en 2003 par l'Administration républicaine aux États-Unis. Et je n'oublie pas, pour avoir œuvré pendant des mois aux côtés de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin pour nous opposer à la guerre en Irak, et nous avons averti que l'enfant monstrueux de celle-ci serait le terrorisme.

Nous voyons bien aussi dans notre environnement plus large que la Russie a choisi de se réarmer. La Chine, de son côté, représente désormais le deuxième budget militaire mondial. Russes et Chinois développent des systèmes d'armes de plus en plus complexes qui pourraient poser de véritables problèmes à nos forces armées et limiter notre liberté d'intervention.

Dans le même temps, nous avons baissé la garde sur nos investissements de défense, nous sommes désormais au bord de la rupture.

Le choix politique que je souhaite porter, est celui d'un soutien massif à nos armées. Je veux que nous leur redonnions les moyens de la puissance pour garantir notre protection face à ces menaces nouvelles. J'ajoute que ce choix politique est aussi un vrai choix culturel. La France est son armée. L'Histoire de notre pays s'est toujours confondue avec celle de ses armées. La France est forte quand ses armées sont fortes. La France est grande quand ses armées ont la capacité de protéger les Français et de porter son message politique au-delà de ses frontières. Je rappelle également qu'avec le *Brexit*, la France sera bientôt la seule puissance nucléaire militaire de l'Union européenne et le seul membre permanent de l'UE au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous devons être à la hauteur de ces responsabilités.

*

**

Donnons à nos forces armées les équipements et les hommes dont elles ont impérativement besoin. Le budget de la défense doit être augmenté de 1,4 % à 2 % du PIB sur dix ans (hors budget des anciens combattants et pensions). Cela portera notre effort annuel de 32 Md€ à environ 60 Md€. Cette augmentation devra se faire en deux temps : une nouvelle loi de programmation militaire dès 2017, une autre à la fin du quinquennat. Une durée moindre ne permettrait pas de traduire dans les faits un tel saut qualitatif et quantitatif.

S'agissant de l'Armée de terre, le constat est unanime : les forces terrestres s'usent. Son entraînement est fortement réduit depuis le déclenchement de l'opération *Sentinelle*. L'ampleur des déploiements actuels ne lui permettrait, en outre, pas d'intervenir dans un nouveau théâtre d'opérations.

J'estime donc indispensable d'augmenter la force opérationnelle terrestre (FOT) de 30 000 hommes, sur les dix prochaines années, pour la passer de 77 000 à 107 000 hommes. Très concrètement, cela pourrait représenter une division *Scorpion* de 20 000 hommes, une brigade aéroterrestre de 4 000 hommes, des forces spéciales de 1 000 hommes et le renforcement des commandements spécialisés de 5 000 hommes. J'estime également indispensable, à l'efficacité opérationnelle de nos armées et à la sécurité de nos soldats, d'accélérer le renouvellement du parc militaire.

S'agissant de la Marine nationale, mes choix sont là aussi très clairs, la France n'est pas une petite nation continentale, elle doit être une grande puissance maritime ! Je souhaite que nous puissions acquérir au plus vite cinq patrouilleurs hauturiers pour l'action de l'État en mer car la Marine sait avoir les moyens de garantir la protection de notre espace maritime. Je souhaite également que nous renforçons les capacités anti-sous-marines par l'acquisition de trois frégates multi-missions (Fremm) supplémentaires et six frégates de taille intermédiaire (FTI) en mesure de couvrir tout l'éventail des missions.

Il est aussi nécessaire de prévoir l'avenir avec le lancement des études pour la production industrielle d'un nouveau porte-avions. Le *Charles-de-Gaulle* connaîtra en 2017 son deuxième arrêt technique majeur qui le rendra indisponible pendant une vingtaine de mois. Avoir un porte-avions qui n'est disponible qu'occasionnellement en fonction de ses arrêts techniques et non en fonction des menaces qui pèsent sur la sécurité des Français est incompréhensible. Un porte-avions n'est pas un colifichet, c'est un élément majeur de notre capacité à projeter notre puissance et nous avons pu apprécier son utilité depuis le déclenchement de l'opération *Chammal*.

Nous devons poursuivre la politique d'équipement en *Rafale*. Il est indispensable que les capacités de l'Armée de l'air puissent être augmentées. Il faut générer l'activité opérationnelle et l'entraînement nécessaire, tout en compensant dans le même temps l'usure et l'attrition de flottes, dans un contexte de forte sollicitation

et d'un durcissement probable du contexte stratégique. Nonobstant les difficultés et retards liés à certains programmes, l'Armée de l'air doit pouvoir compter sur des moyens complémentaires en matière de transport tactique, tout en tenant compte de la complémentarité qui peut exister avec les forces allemandes. À l'instar des autres grandes puissances aériennes militaires mondiales, elle doit enfin être dotée de capacités de transport lourd hélicoptéré, pour la manœuvre dans la profondeur.

La clé de voûte de la défense française est sa dissuasion nucléaire. Je crois en la nécessité absolue de conserver cet ultime argument pour notre sécurité. Elle est le noyau de notre indépendance. Sans dissuasion nucléaire, il n'y a plus de parole politique qui porte autant au Conseil de sécurité des Nations unies. Je veux donc que nous maintenions les deux composantes de notre capacité de dissuasion nucléaire, sous-marine et aéroportée, qui tirent tout notre outil de défense vers le haut. Je soutiendrai la poursuite des travaux sur la modernisation de nos technologies, avec les Américains et les Britanniques. En dépit du *Brexit*, la Grande-Bretagne reste un partenaire majeur en matière de coopération de défense.

*

**

Ce renforcement des forces armées doit évidemment être mis au service d'une vision de notre politique étrangère, de nos alliances et du cadre stratégique dans lequel nous évoluons.

Nous sommes membre de l'Alliance atlantique. Celle-ci est une alliance de guerre froide dans un monde de paix armée entre les États-Unis et la Russie. Cela explique la difficulté que pose le recours à l'Otan, car à chaque fois que nous l'utilisons, nous envoyons politiquement le message d'un retour à la guerre froide. Sans remettre en cause le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan, elle doit pouvoir peser davantage sur les décisions politiques et y donner une empreinte différente. Qu'elle ne le fasse pas seule mais avec tous les autres États européens sans jamais transiger sur le principe essentiel de l'indépendance de ses décisions militaires.

En matière européenne, si nous voulons vraiment peser à côté ou au sein de l'Alliance atlantique, encore faut-il que les Européens se réveillent et comprennent que le temps de la paix universelle n'est pas encore venu. Les pays européens doivent ouvrir les yeux et comprendre que personne ne leur garantira leur sécurité à leur place. La déstabilisation au Moyen-Orient est notre problème, la menace terroriste est notre problème. Les actions de la Russie peuvent devenir notre problème. Ne nous abritons pas derrière des boucliers politiques qui ont disparu. Nous sommes, nous, européens, face à nos responsabilités et je souhaite que nous les prenions. Je suis heureux quand je vois que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne décident d'augmenter leur budget de défense. Mais je voudrais que chaque État européen comprenne qu'il n'a pas le choix et qu'on ne peut pas nous demander d'un côté de réduire les dépenses publiques pour répondre aux critères de Maastricht et

de l'autre de ne pas exiger de tous les États européens qu'ils augmentent leurs budgets de défense comme la France le fait.

La France n'a pas vocation à garantir la sécurité de tous les États européens, c'est une affaire collective de coopération entre nous. Je dis bien coopération parce que je pense que l'idée d'une défense européenne intégrée, d'une armée européenne, aussi louable soit-elle, n'est certainement pas pour demain. Or, la menace est immédiate. La réponse doit donc être immédiate. Je crois avant tout en matière de défense européenne à la coopération entre les nations au service de notre sécurité collective.

*

**

Enfin, en ces temps particulièrement difficiles, où certains jeunes de 14-15 ans grandissent dans la haine de leur pays, les armées, qui intègrent avec succès 20 000 à 30 000 jeunes par an, ont naturellement quelque chose à dire à la Nation française. Je n'oublie pas qu'elles ont joué pendant plus d'un siècle un rôle majeur, aux côtés de l'école, dans l'intégration républicaine de la jeunesse. Je ne suis cependant pas nostalgique du service national et ne souhaite pas le restaurer sous une forme « *canada dry* » ou créer un dispositif punitif pour une partie de la jeunesse française. Les formes de volontariat que je propose doivent être à la fois bénéfiques pour nos jeunes et utiles à nos armées.

Je souhaite notamment développer un grand mouvement de jeunesse, les cadets de la Défense, pour que nos enfants soient sensibilisés aux valeurs qui sont l'ADN des armées : sens de l'engagement, cohésion, dépassement de soi et amour de notre pays. Je veux qu'ils quittent leur canapé, fassent l'expérience d'un véritable brassage social, découvrent les milieux maritimes ou aéronautiques et soient fiers d'être Français ! Je veux aussi que l'engagement dans la garde nationale soit valorisé dans les parcours universitaires et que les réservistes bénéficient de formations de qualité – on a vu depuis le déclenchement de l'opération *Sentinelle* la difficulté pour les armées à les mobiliser et à les déployer dans la durée.

Avec l'opération *Sentinelle*, les armées sont redevenues visibles aux yeux des Français. Protéger notre territoire est naturellement leur première mission et cette opération est certainement appelée à s'inscrire dans la durée. Lancée dans la précipitation, elle doit encore faire l'objet d'adaptations, notamment pour renforcer la coopération avec les forces de sécurité intérieure et mieux prendre en compte des modes d'actions propres aux armées, comme les patrouilles dynamiques. Nous devons aussi avoir le courage politique de bénéficier d'une gestion plus souple des effectifs déployés, et donc de pouvoir les baisser en fonction de l'analyse de la menace.

Pourquoi priverions-nous les officiers français de la possibilité de participer de manière constructive au débat public sur les questions stratégiques, dans le respect

de leurs fonctions ? J'aime quand les hommes pensent, quand ils réfléchissent, qu'ils soient civils ou qu'ils soient militaires. Je veux que nos officiers, qui incarnent un élément essentiel de notre Nation, puissent continuer à s'exprimer, à développer leurs réflexions sur les questions militaires et stratégiques. La pertinence de leurs analyses m'a toujours frappé. Je voudrais simplement que tout le monde puisse en profiter et je fais confiance à nos officiers pour respecter les devoirs qui sont liés à leurs fonctions et utiliser toujours, à bon escient, cette liberté de parole.

Les hommes et les femmes, civils et militaires, qui contribuent chaque jour à la sécurité de notre pays attendent, de nous un engagement fort sur la défense. Je suis prêt à le prendre et à le tenir.

Ne plus faire la guerre avec les moyens de la paix

Nathalie Kosciusko-Morizet

Députée de l'Essonne. Candidate à la primaire présidentielle de la Droite et du Centre de 2016.

Quelle place pour la défense dans votre projet ?

La défense occupe dans mon projet une place à la hauteur de ce qu'elle doit représenter pour la France et de son rang en Europe et dans le monde. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la France est au premier rang des puissances militaires, ce qui lui donne des droits mais également des devoirs. Des interventions en Afrique ou au Levant à l'opération *Sentinelle* sur notre sol, nos armées et nos services de renseignement extérieurs font face à des demandes toujours plus importantes dans un contexte de réduction des budgets et des moyens.

Au printemps dernier, je me suis rendue dans la bande sahélo-saharienne, au Niger, au Mali et au Tchad, auprès de nos hommes engagés dans l'opération *Barkhane*, pour mieux comprendre leur action et les nouvelles menaces auxquelles ils sont confrontés. Si j'ai été impressionnée par le professionnalisme constant des militaires français, leur capacité de coordination de différents moyens, dans un théâtre très complexe, dans des conditions naturelles exigeantes et dans le cadre d'un affrontement asymétrique, je n'en ai pas moins noté les problèmes importants que rencontrent nos forces. Ils sont de trois ordres.

Il y a d'abord la question des ressources humaines avec du personnel extrêmement sollicité entre opérations extérieures et intérieures, notamment *Sentinelle*, limitant d'autant les temps de repos et créant un vrai risque d'usure.

Il y a ensuite un problème de matériel, tant en termes de quantité, sur les hélicoptères par exemple, que de qualité et de modernité : nos véhicules blindés de transports de troupes par exemple sont souvent de très ancienne génération, pas tous équipés de brouilleurs anti-IED (*Improvised Explosive Device*) ou de blindages renforcés, et les nouveaux sont souvent sous-motorisés. Au global, l'essentiel des matériels est servi par du personnel plus jeune qu'eux. C'est comme si le débarquement de 1944 avait été fait avec des bateaux à voile !

Il y a enfin un problème de souveraineté sur des matériels devenus stratégiques et que la France ne sait pas produire ni opérer seule. L'exemple le plus marquant est

celui des drones, de surveillance et surtout d'attaque. Nous sommes obligés de faire appel à des *Reapers*, fabriqués et entretenus par General Atomic et dont la vente est soumise à l'approbation du Congrès des États-Unis ! Et aujourd'hui, ils refusent de nous vendre la version armée, pourtant demandée par nos aviateurs, et si nécessaire dans le cadre de leurs missions. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'usage qui en est fait par les États-Unis eux-mêmes.

Sur l'opération *Sentinelle*, au-delà des problématiques relatives à son organisation et sa logistique, il faut surtout rappeler qu'elle ne peut-être que temporaire et ne pas s'installer dans l'idée que l'Armée doit être déployée en permanence sur le territoire national. Le problème de préparation opérationnelle des forces qu'elle pose fait courir le risque que dans le futur nous ne soyons plus à même de mener des opérations comme *Serval*. Les forces de l'ordre doivent prendre le relais, ce qui permettra de recentrer l'Armée sur ses missions extérieures.

En résumé, le soutien à nos forces armées doit être renforcé, leur préparation et leur équipement accrus, et leur usage et leur engagement en permanence repensé. C'est une vraie question de souveraineté.

Quel programme souhaiteriez-vous lancer ?

Je suis en faveur d'une réponse à deux niveaux.

Il faut d'abord un programme de réarmement de nos forces, en moyens humains et matériels. Cela passe par l'arrêt de la suppression nette de postes dans les forces armées et les services de renseignement et par une augmentation significative du budget que nous consacrons à la défense. Cet effort est indispensable, il en va de la sécurité des Français.

Il faut ensuite lancer de grands programmes de recherche et de développement en matière de défense. Cela ne peut-être fait que dans le cadre de l'Europe et avec nos partenaires, mais la France doit être à la manœuvre pour pousser ses champions nationaux et défendre ses intérêts stratégiques. Il faut notamment avancer en matière de drones et de cyberdéfense. Sur les armements conventionnels, la mutualisation de nos moyens doit permettre de développer à moindre coût les équipements qui protégeront nos soldats dans les conflits de demain. Dans cette optique, le développement du système Félin (Fantassin à équipements et liaisons intégrés) a sans doute été trop long. Il faut être plus réactif dans l'adaptation de nos systèmes d'armes aux réalités des théâtres d'opérations. La mise en commun des moyens est une des solutions pour y parvenir.

Il est important de souligner l'aspect doublement bénéfique de ces programmes, qui, en plus de renforcer nos capacités de défense, soutiennent notre économie en donnant du travail à nos entreprises de pointe, et en générant des retombées dans le civil, où le marché des drones par exemple est également en plein essor.

J'ajouterai que la dissuasion nucléaire n'est pas négociable et reste le principal vecteur de la sanctuarisation du territoire national. Il s'agit de poursuivre l'amélioration continue des moyens d'action de nos forces stratégiques, notamment océaniques, qui nous placent parmi les nations crédibles de ce monde sur le plan défensif, comme l'avait souhaité le général de Gaulle.

Quel budget voteriez-vous ? 2 % en 2018 ou à la fin du quinquennat ?

Je vais être claire : on ne peut pas dire que nous sommes en guerre et dans le même temps, réduire nos dépenses de défense. Faire la guerre cela coûte cher ! Il manque aujourd'hui 10 milliards d'euros par an au budget de la défense pour atteindre l'objectif de 2 % du PIB. Nous sommes allés trop loin dans les restrictions budgétaires lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Celui de François Hollande, avec ses coupes sombres, sans vision stratégique, aura encore aggravé la situation, malgré les inflexions récentes de la LPM. Il y a urgence aujourd'hui à rétablir notre outil militaire qui par endroit est à la limite de la rupture. Je compte combler cet écart dès le premier budget que je ferai voter si je suis élue présidente de la République, c'est-à-dire en 2018.

Quid des relations entre l'État et l'UE ?

Il faut les clarifier très nettement. La France est au premier rang militaire en Europe. C'est la seule armée, avec celle du Royaume-Uni, à disposer de la capacité à « entrer en premier » dans un théâtre d'opération. *De facto*, la France assure seule une grande partie des opérations de sécurité et de défense qui servent pour autant à l'ensemble de nos voisins européens. L'opération *Barkhane* coûte 500 millions d'euros par an pour stabiliser l'ensemble de la zone sahélo-saharienne, ce qui bénéficie à toute l'Europe. Quand on ajoute l'opération *Chammal* contre l'État islamique et l'opération en Centre-Afrique, on atteint 1 milliard d'euros. Après le *Brexit*, la France assurera seule 25 % du budget de défense de l'UE, soit 62 milliards d'euros par an. Dans ce contexte, il faut *a minima* et rapidement que les dépenses budgétaires de défense soient sorties des critères de Maastricht.

Mais j'irai plus loin : il faut le renforcement au niveau européen de nos capacités de défense. Cela passe notamment par le renseignement avec la création d'une agence européenne de renseignement et d'un parquet européen, en particulier pour lutter contre le terrorisme. Cela passe également par une coordination plus étroite des politiques étrangères des pays membres et une redéfinition de notre engagement au sein de l'Otan.

Cela passe finalement par la mise en place d'un budget européen de défense qui permette de financer les opérations menées par les pays membres et dont l'intérêt est communautaire. Il faudra ensuite créer des mécanismes de mise à disposition de troupes et de matériels par les pays membres, y compris de manière obligatoire

et instituer un quartier général militaire européen permanent, mais un budget commun me semble être une première étape indispensable et réaliste à court terme.

Enfin, il faut lancer au niveau européen de grands programmes de recherche et développement en matière de défense. Je le disais précédemment, l'Europe est le bon échelon pour traiter ces sujets et la mutualisation de nos moyens de recherche et développement, de production industrielle, et de financement nous permettra de rattraper notre retard collectif dans des armements devenus stratégiques. Nous avons de multiples exemples de coopérations réussies comme Airbus ou notre partenariat sur le nucléaire avec le Royaume-Uni. Mais il y a aussi eu des échecs, comme le programme *Eurofighter* qui n'a pas su embarquer tout le monde, ou le récent *A400M* dont l'avenir est encore incertain. La France doit incarner une volonté forte en Europe sur ces sujets. Elle a la crédibilité pour le faire. Il lui manque la conviction politique. C'est le projet que j'entends porter.

Et quelle place pour l'Armée dans la Nation ?

L'armée a une place particulière dans la Nation. On le voit bien dans l'attachement des Français au 14 juillet et la communion qu'ils ont avec leurs forces armées. Ce lien doit être préservé et cela passe par le renforcement de notre soutien, y compris budgétaire, et l'affirmation de notre reconnaissance. Une « journée du souvenir » pourrait ainsi être organisée pour mieux associer la jeunesse aux commémorations nationales grâce à des visites de musées, de rencontres avec des associations d'anciens combattants ou de découverte de régiments. Le développement de préparations militaires pour les jeunes et le renforcement de la réserve citoyenne sont également des pistes à étudier.

On entend ici et là des propositions de rétablissement du service militaire. J'ai fait le mien dans la Marine, je sais donc exactement de quoi il retourne. Je suis résolument en faveur d'une armée de métier et contre la remise en place d'un service militaire « à l'ancienne », qui est à la fois impossible sur le plan budgétaire, car bien trop cher, et inefficace sur le plan défensif, tant les menaces sont aujourd'hui diverses et évolutives et demandent un entraînement et un équipement très poussés.

Je suis en revanche pour la création d'un service national court obligatoire pour tous afin de répondre au besoin de dispenser une formation civique et à la sécurité (secourisme, réagir à une attaque...) dans le contexte du renforcement de la menace d'attentats que nous connaissons, et le besoin de rencontrer nos jeunes et de détecter les diverses situations de détresse (sanitaire, psychologique, illettrisme, radicalisation...) pour y remédier ensuite. Je ne souhaite pas imposer dès à présent les modalités qui doivent être largement débattues mais cela me semble être une direction générale à suivre. C'est un moyen de renforcer le lien entre la Nation et l'Armée, tout en resserrant les liens dans l'ensemble de la société. Dans le contexte que nous connaissons actuellement, de menace, et souvent de crainte et de suspicion, cela me semble essentiel.

